

BTS NOTARIAT

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET MANAGÉRIAL DU NOTARIAT - U3

SESSION 2023

Durée : 3 heures

Coefficient : 3

Calculatrice interdite

**Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.
Le sujet comporte 7 pages, numérotées de 1/7 à 7/7.**

BTS NOTARIAT		Session 2023
Environnement économique et managérial du notariat – U3	Code : 23NTE3ECO	Page : 1/7

PREMIÈRE PARTIE : TRAVAIL MÉTHODOLOGIQUE (11 points)

À l'aide de vos connaissances et des informations contenues dans les annexes 1 à 4, et **en veillant à définir les concepts clés utilisés**, vous répondrez de manière structurée aux questions suivantes :

1. Commentez l'évolution du cours du bitcoin.
2. Présentez les formes actuelles de la monnaie.
3. Expliquez les fonctions assurées par la monnaie.
4. Déterminez si le bitcoin remplit ces fonctions.
5. Montrez les conséquences de la détention de crypto-actifs par les clients sur la pratique notariale.

DEUXIÈME PARTIE : RAISONNEMENT STRUCTURÉ (9 points)
--

Dans une étude notariale, il est essentiel d'avoir une organisation, des méthodes de travail et une stratégie définies et connues de tous. Ainsi, tous les collaborateurs de l'étude peuvent savoir comment travailler au mieux et quels sont les attendus de chacun.

En matière de ressources humaines, le notaire va devoir être en même temps capitaine et coach de son équipe : il doit encourager ses collaborateurs et faire preuve d'une écoute de chaque instant. Ainsi, il y aura un véritable management au sein de l'étude.

*D'après une communication en ligne de Fiducial
www.fiducial.fr/Notariat/Creation-d-un-Office/Organisation-Etude*

À partir de vos connaissances, dans un raisonnement structuré et argumenté, vous répondrez au sujet suivant :

L'organisation du travail est-elle la même dans tous les offices notariaux ?

Annexe 1 - Évolution du prix du bitcoin en dollars US depuis 2015.

Source - Statista – 2 septembre 2022

Annexe 2 - Le Bitcoin.

Source - ABC L'éco en bref, Banque de France - juillet 2018

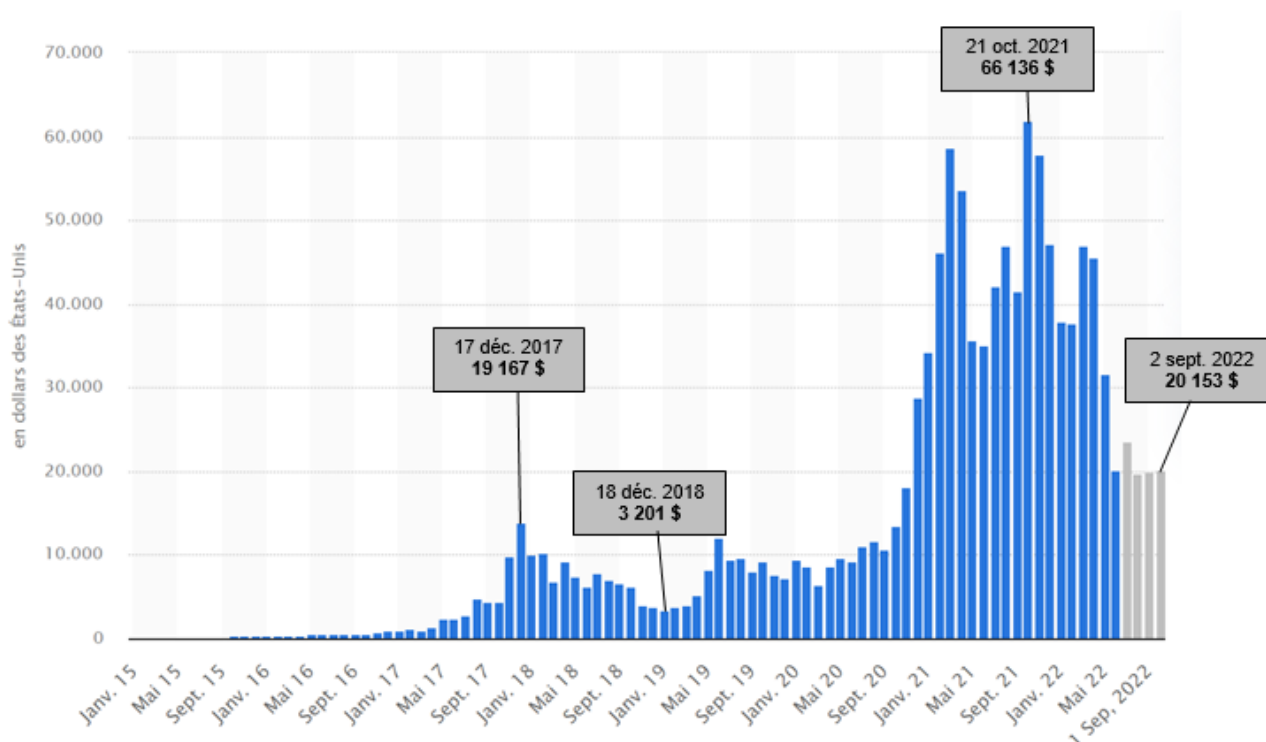
Annexe 3 - La rencontre du notariat et des crypto-actifs.

Source - La semaine juridique notariale et immobilière n°11 - 16 mars 2018

Annexe 4 - Cryptomonnaies : impacts sur la pratique notariale.

Source - Solution Notaire Hebdo n°3 - 23 janvier 2020

Annexe 1 – Évolution du prix du bitcoin en dollars US depuis 2015



Source - Statista – 2 septembre 2022

Annexe 2 - Le Bitcoin

En 2008, un certain Satoshi Nakamoto met en ligne un article décrivant le fonctionnement d'un système d'échange numérique appuyé sur une nouvelle technologie, la blockchain. Ce qui s'échange sur ce système, ce ne sont pas des euros ou des dollars, mais des actifs numériques appelés bitcoins. Ces actifs sont créés et échangés par les ordinateurs des utilisateurs, connectés en réseau, au moyen de calculs mathématiques complexes, faisant appel à des techniques de cryptographie (c'est-à-dire de codage de données) : c'est la raison pour laquelle on parle de « crypto-actifs ». Si le bitcoin constitue le crypto-actif le plus médiatisé et le plus valorisé, on recense, mi-2018, plus de 1 600 actifs de ce type dans le monde : l'ether, le ripple, etc. [...]¹

[Par ailleurs] la valeur des crypto-actifs n'est pas suffisamment stable pour que celui qui en détient soit certain de conserver sa richesse dans le temps. [...] Les crypto-actifs n'ont pas de cours légal, donc rien n'oblige les commerçants, les entreprises ou les administrations à les accepter en paiement, contrairement à l'euro qui est la seule monnaie légale en France. [...] Du fait de leur très grande volatilité, les crypto-actifs ne peuvent pas servir à exprimer et à comparer de façon fiable la valeur de biens et de services courants. Dans les faits, très peu de biens ou de services ont un prix libellé en crypto-actifs. [...]

Source - ABC L'éco en bref, Banque de France - juillet 2018

¹ indication complémentaire sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers en novembre 2020 (www.amf-france.org) : Si le bitcoin est la « monnaie » virtuelle la plus connue, il en existe plus de 4 500 autres, par exemple ether, litecoin, dash, dogecoin, peercoin, namecoin, etc. Toutefois aucune n'a cours légal.

Annexe 3 - La rencontre du notariat et des crypto-actifs

Quel lien pourrait-on imaginer entre le notaire, officier public, conservateur par nature et le Bitcoin, cette crypto-monnaie sulfureuse créée en dehors de toute régulation, dont le cours semble jouer au yoyo avec les nerfs de ses « investisseurs » ? [...]

Si le Bitcoin n'est bien sûr pas reconnu en France comme un moyen de paiement légal, qui pourrait être imposé à tous les acteurs économiques, il peut tout de même être utilisé pour « acheter » des biens et services auprès d'interlocuteurs volontaires, certains illégaux, et d'autres ayant pignon sur rue (certains sites en ligne notamment acceptent le paiement en Bitcoin). L'utilisation du Bitcoin pour acquérir des biens et services était d'ailleurs la volonté de son/ses inventeur(s).

Il ne peut néanmoins pas être qualifié de monnaie, au sens légal et économique du terme, qui renvoie notamment au pouvoir régalién de l'État et des banques centrales de frapper monnaie. Les termes souvent employés de « crypto-monnaie » ou « monnaie virtuelle » sont donc utilisés par simplicité voire par excès de langage et ne doivent pas créer de confusion. Peut-être pourrait-on la qualifier plutôt de moyen de paiement qui ne peut être imposé et ne sera donc utilisé qu'entre acteurs économiques consentants. [...]

Le Bitcoin n'a également pas de valeur intrinsèque en ce qu'une suite d'algorithmes ne peut être considérée comme possédant une valeur en soi. [...] Il ne peut donc avoir qu'une valeur relative, reposant uniquement sur la confiance que ses utilisateurs lui accordent. Il dispose d'une sorte de cours de change vis-à-vis des monnaies traditionnelles, basé sur le principe unique de l'offre et de la demande, permettant donc d'acquérir ou de vendre des unités. C'est d'ailleurs bien là ce qui intéresse les investisseurs, surtout récents, attirés par l'incroyable envolée du cours du Bitcoin [...].

L'obligation d'instrumenter [du notaire] ne dispense pas le notaire de son obligation de vigilance dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Il s'agira d'ailleurs sans doute d'une des premières préoccupations du notaire sollicité pour recevoir un tel acte, étant donné la facilité avec laquelle les Bitcoins peuvent être employés dans des opérations illégales.

Il conviendra d'y être particulièrement attentif car nous savons que l'anonymat (relatif) des transactions en Bitcoins a pu attirer vers cette monnaie électronique des individus désireux de camoufler des flux financiers illégaux.

En conséquence, le notaire devra procéder à une déclaration Tracfin¹ s'il estime que le soupçon visé par les textes est caractérisé et s'il soupçonne, par exemple, que l'acquisition de Bitcoins par le client a été effectuée dans un but de blanchiment de capitaux.

Lorsqu'une personne réalise une donation, il convient de s'interroger sur la façon dont cette donation sera traitée lors du règlement de sa succession. Il s'agit là d'une vérification aussi classique que fondamentale, quel que soit le type d'actifs transmis. [...]

¹ *TRACFIN est un service de renseignement placé sous l'autorité du Ministère de l'Économie. Il concourt au développement d'une économie saine en luttant contre les circuits financiers clandestins, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ce service est chargé de recueillir, analyser et enrichir les déclarations de soupçons que les professionnels assujettis sont tenus, par la loi, de lui déclarer.*

S'agissant de crypto-monnaie, dont la valorisation a été marquée ces dernières années par une incroyable inflation - et par une non moins importante fluctuation - un tel résultat n'est pas acceptable. En effet, un simple décalage de quelques jours de l'ordre de vente par les co-donataires pourrait suffire à créer d'importantes disparités, soit parce que le cours du Bitcoin a soudainement augmenté, soit parce qu'il a violemment chuté. [...]

Source - *La semaine juridique notariale et immobilière* n°11 - 16 mars 2018

Annexe 4 - Cryptomonnaies : impacts sur la pratique notariale

[...] Lors de succession, donation, testament, le notaire peut être amené à côtoyer des cryptomonnaies dans les dossiers les plus « classiques ». Il est temps d'adapter nos pratiques et d'acquérir des réflexes, sur les plans civil et fiscal, pour continuer à accompagner utilement nos clients.

Les cryptomonnaies, comme tout actif sont susceptibles de transmission. Mais leur nature particulière et l'instabilité de leur valeur exigent certaines précautions ; elles conduisent à préférer la donation-partage à la donation et à préconiser le recours au testament. [...]

L'un des premiers sujets pour lequel le notaire est susceptible d'être sollicité en la matière est la donation. Tranchons fermement la première difficulté : il n'est pas question pour lui de décliner sa compétence en arguant soit de sa méconnaissance de cet actif, soit de la méfiance qu'il lui inspire. Officier public, il est tenu d'instrumenter et de recevoir les actes que ses clients le requièrent de dresser. Cette obligation souffre de peu d'exceptions. [...] Le notaire, sollicité pour recevoir un acte portant sur des cryptomonnaies, devra s'y résoudre. Bien entendu cela ne le dispensera pas de procéder aux vérifications d'usage et de déclarer l'opération à Tracfin en cas de soupçon, mais son analyse ne devra pas différer à notre sens de celle portant sur une opération plus traditionnelle. [...]

Si la donation de cryptomonnaies s'avérera, avec un peu de pratique, assez simple à mettre en place, il en ira tout autrement en matière de succession. Un double problème se pose alors et pourrait empêcher les héritiers de récupérer les actifs numériques du défunt : l'ignorance de leur existence et l'impossibilité technique de les récupérer. Contrairement à un portefeuille-titres classique, le notaire sera dans l'incapacité d'interroger un établissement financier pour confirmer l'existence d'actifs et obtenir leur évaluation puis leur déblocage. Inutile de contacter les plateformes en ligne, ou de compter sur les fichiers Ficoba ou Ficovie¹ : en la matière, seules les indications du défunt pourront permettre d'en avoir connaissance.

En outre, connaître l'existence du patrimoine numérique du défunt n'est pas suffisant. Il faudra aussi pouvoir accéder à la plateforme pour connaître les montants détenus et les appréhender. En l'absence, à notre connaissance, de solution technique pertinente, il nous

¹ *Ficoba : Le fichier national des comptes bancaires et assimilés liste tous les comptes bancaires ouverts en France.*

Ficovie : Le fichier des contrats d'assurance-vie recense tous les contrats d'assurance-vie afin de faciliter les recherches des contrats en déshérence (non réclamés après le décès du souscripteur ou de l'assuré).

apparaît que le notaire est le professionnel le plus légitime pour pouvoir gérer cette étape critique. [...]

En cas de gestion d'une succession pour laquelle rien n'aurait été anticipé, les difficultés pourraient s'avérer insurmontables et empêcher les héritiers de récupérer ces actifs numériques. Si ces quelques investigations ne permettent pas de révéler l'existence de tels actifs et d'y accéder, la succession devra être réglée sans en tenir compte. Ici aussi, la bonne foi des ayants droit et leur coopération dans le règlement de la succession seront primordiales. Le notaire devra leur rappeler que malgré la particularité de ces actifs, les règles classiques continueront à s'appliquer, venant sanctionner une dissimulation d'actifs successoraux à la fois sur le plan civil (recel) et fiscal (fraude).

Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de ces nouveaux actifs et de conseiller à nos clients d'y investir les yeux fermés. Néanmoins, on ne saurait nier que ces cryptomonnaies font désormais partie du paysage économique. Il est donc nécessaire que les notaires prennent toute leur place en la matière pour épauler leurs clients et les conseiller au mieux au regard de ces nouvelles pratiques et technologie. À nous de mettre l'expérience et l'ingéniosité notariale au service de ces nouveaux actifs. Il en va également de l'image de la profession. [...]

Source - *Solution Notaire Hebdo n°3* - 23 janvier 2020